



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage , Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

**Ship Construction, Refit and Related Services/Construction
navale, Radoubs et services connexes**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

6C2, Place du Portage

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet BATEAUX PNEUMATIQUE DE DEBARQUEMENT		
Solicitation No. - N° de l'invitation W8482-168236/B		Date 2016-11-22
Client Reference No. - N° de référence du client W8482-168236		
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$MC-032-26068		
File No. - N° de dossier 032mc.W8482-168236	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-12-22		Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Girard, Luc J.		Buyer Id - Id de l'acheteur 032mc
Telephone No. - N° de téléphone (819) 420-2890 ()		FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Cette demande de soumissions annule et remplace la demande de soumissions numéro W8482-168236/A datée du 2016-05-27, dont la date de clôture était le 2016-08-17 à 14h00 HAE.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 COMPTE RENDU.....	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	4
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	4
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	4
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	4
2.4 LOIS APPLICABLES	5
2.5 AMÉLIORATIONS APPORTÉES AU BESOIN PENDANT LA DEMANDE DE SOUMISSIONS.....	5
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	5
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	5
3.2 SECTION I : SOUMISSION TECHNIQUE	6
3.3 SECTION II : SOUMISSION DE GESTION	6
3.4 SECTION III : SOUMISSION FINANCIÈRE	7
3.5 SECTION IV : ATTESTATIONS	8
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	8
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	8
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	11
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	11
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	12
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ..	12
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES	13
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	13
6.2 CAPACITÉ FINANCIÈRE.....	13
6.3 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....	13
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	14
7.1 BESOIN.....	14
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	14
7.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	14
7.4 DURÉE DU CONTRAT.....	14
7.5 RESPONSABLES.....	14
7.6 PAIEMENT	16
7.7 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	17
7.8 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	18
7.9 LOIS APPLICABLES	18
7.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	18
7.11 CONTRAT DE DÉFENSE	18

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8482-168236/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8482-168236

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
032mc.W8482-168236

Id de l'acheteur - Buyer ID
032mc
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.12	RÉUNION POSTÉRIEURE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	19
7.13	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	19
7.14	CLAUDE DU <i>GUIDE DES CUA</i> – ASSURANCE QUALITÉ	21
7.15	DOCUMENTS DE SORTIE - DISTRIBUTION.....	21
7.16	CLAUDE DU <i>GUIDE DES CUA</i>	22
7.17	MARQUAGE DETAILLE DE L'EMBALLAGE - SEMBLABLES	22
7.18	ACCEPTANCE	22
7.19	RAPPORTS PÉRIODIQUES	22
7.20	INSPECTIONS ET ESSAIS	23
ANNEXE « A »		24
	ÉNONCÉ DES BESOINS TECHNIQUES (EBT)	24
APPENDICE 1 DE L'ANNEXE « A »		25
	TESTS DE SURPRESSION, SOUPAPE DE SURETE, CLOISONS ET MAINTIEN DE PRESSION D'AIR.....	25
APPENDICE 2 DE L'ANNEXE « A »		31
	QUESTIONS ET RÉPONSES DES SOUMISSIONNAIRES.....	31
ANNEXE « B »		32
	INSPECTION/ASSURANCE DE LA QUALITÉ/CONTRÔLE DE LA QUALITÉ.....	32
ANNEXE « C » DE LA PARTIE 5 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS		35
	PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION.....	35

Cette demande de soumissions annule et remplace la demande de soumissions numéro W8482-168236/A, datée du 2016-05-27, dont la date de clôture était le 2016-08-17 à 14h00 HAE.

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

Partie 1	Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
Partie 3	Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations et renseignements supplémentaires: comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
Partie 6	Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
Partie 7	Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des besoins techniques, Inspection/Assurance de la qualité/Contrôle de la qualité, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

Le ministère de la Défense nationale a un besoin d'acheter 350 bateaux pneumatique gonflables de débarquement (capacité de 12 personnes) conformément à l'annexe "A" Énoncé technique du besoin (EBT). Les lieux de livraison sont Edmonton, Alberta et Montréal, Québec, Canada.

La première date de livraison doit être au plus tard 180 jours après la date d'attribution du contrat avec une quantité minimum de trente (30) bateaux et une quantité minimale de trente (30) bateaux doivent être livrés chaque trimestre par la suite.

Il n'y a pas de sécurité associé à ce besoin.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; veuillez vous référer à la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent et l'annexe intitulée [Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation.](#)»

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#), 2016-04-04, Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 120 jours

2.1.1 Clauses du Guide des CCUA

B3000T 2006-06-16, Produits équivalents

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif »

vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur dans la province de l'Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard sept (7) jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

- Section I: Soumission technique, trois (3) copies papier et deux (2) copies électroniques sur clé USB
- Section II: Soumission de gestion, trois (3) copies papier et deux (2) copies électroniques sur clé USB
- Section III: Soumission financière, une (1) copie papier
- Section IV: Attestations, une (1) copie papier

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Remarque: Seulement deux clés USB peuvent être remises avec une copie de l'offre technique et de l'offre de gestion sur chaque clé.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions:

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

3.2 Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

L'offre technique doit démontrer que les bateaux proposés sont conformes à l'annexe "A" énoncé des besoins techniques (EBT).

3.2.1 Dessins

Les dessins suivants doivent être inclus dans l'offre:

- (a) Disposition générale / arrangement du bateau;
- (b) Système d'alimentation en carburant.

3.3 Section II : Soumission de gestion

Dans leur soumission de gestion, les soumissionnaires doivent démontrer leur capacité et fournir tous les documents demandés pour les articles suivants:

3.3.1 Calendrier du projet

Le soumissionnaire doit proposer son calendrier préliminaire de projet dans le format MS projet ou format équivalent. Le calendrier du projet doit inclure la structure de répartition de travail du soumissionnaire, le calendrier des principales activités et événements marquants et des domaines potentiels impliqués dans l'achèvement des travaux.

N° de l'invitation - Solicitation No.
W8482-168236/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8482-168236

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
032mc.W8482-168236

Id de l'acheteur - Buyer ID
032mc
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

3.3.2 Expérience de construction de bateau et conception éprouvée

Le soumissionnaire doit fournir des preuves objectives qu'il a l'expérience éprouvée dans la livraison de bateaux similaires de la taille, type et la complexité qui fait l'objet de la présente demande de proposition (DP), en fournissant une liste détaillée de ces bateaux livrés (minimum cinq bateaux) au cours des cinq années passées (inclure le nom, l'adresse et les coordonnées du client).

L'offre doit également démontrer que l'entreprise dispose des installations et l'expertise en gestion afin de livrer les bateaux conformément à l'annexe "A" EBT.

Les prototypes ne seront pas acceptés. Un design éprouvé, livrer antérieurement doit être fourni.

3.4 Section III : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière, excluant les taxes, conformément aux articles suivants.

3.4.1 Fluctuation du taux de change

C3011T 2013-11-06, Fluctuation du taux de change

3.4.2 Offre de Prix Ferme

Les soumissionnaires doivent indiquer pour chacun des éléments suivants, leur prix ferme, excluant les taxes.

Article	Lieu de livraison	Prix par bateau \$CDN (A)	Quantité de bateaux (B)	Extension des Prix (A X B)
Article 1: 1er ensemble de 75 bateaux pneumatique de débarquement, rendu droits acquitté (DDP) Incoterms 2000 à Edmonton AB , en conformité avec l'annexe "A" EBT.	Edmonton, AB	\$	75	\$
Article 1A: 2 ^e ensemble de 75 bateaux pneumatique de débarquement, rendu droits acquitté (DDP) Incoterms 2000 à Edmonton AB , en conformité avec l'annexe "A" EBT.	Edmonton, AB	\$	75	\$
Article 2: 1er ensemble de 100 bateaux pneumatique de débarquement, rendu droits acquitté (DDP) Incoterms 2000 à Montréal QC , en conformité avec l'annexe "A" EBT.	Montréal, QC	\$	100	\$
Article 2A: 2 ^e ensemble de 100 bateaux pneumatique de débarquement, rendu droits acquitté (DDP) Incoterms 2000 à Montréal QC , en conformité avec l'annexe "A" EBT.	Montréal, QC	\$	100	\$
Prix totale \$CDN				\$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8482-168236/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8482-168236

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
032mc.W8482-168236

Id de l'acheteur - Buyer ID
032mc
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

3.4.3 Tarifs d'imputation / Marge bénéficiaire sur le matériel

Les tarifs suivants sont inclus dans la Base de paiement doivent demeurer valides pour la durée du Contrat :

1. Les tarifs d'imputation précisés ci-après comprennent toutes les catégories de main-d'œuvre, les ingénieurs et les contremaîtres, ainsi que les frais généraux, les frais de surveillance et la marge bénéficiaire. Les tarifs d'imputation seront utilisés pour établir le prix des travaux imprévus donnant lieu à une prolongation ou à une réduction de la durée des travaux, sauf dans les cas indiqués dans la clause intitulée " Heures supplémentaires " ci-après.

Taux d'imputation - \$/personne/heure

2. Heures supplémentaires

Le Canada pourra, à l'occasion, décider d'autoriser des heures supplémentaires pour les travaux non prévus seulement. Dans ce cas, et si le taux est supérieur au taux horaire, on calculera comme suit le coût des heures de travail :

Taux majoré de moitié : \$/personne/heure

Taux double : \$/personne/heure

3. Le prix des matériaux sera le prix de revient réel des matériaux, auquel sera ajoutée une majoration de 10 % du prix de revient réel des matériaux. Aux fins de tarification des travaux non prévus, les matériaux seront réputés comprendre les contrats de sous-traitance.

3.5 Section IV : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques, de gestion et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Processus d'évaluation en deux (2) étapes

- a) Le processus d'évaluation des soumissions en deux (2) étapes permet aux soumissionnaires de fournir des renseignements additionnels ou différents lorsque l'équipe d'évaluation considère que l'information et/ou les documents fournis avec la soumission ne sont pas suffisant ou manquant pour permettre de déterminer que la soumission est recevable.
- b) Ce processus d'évaluation des soumissions en deux (2) étapes ne doit pas limiter les droits du Canada en vertu du *Guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat 2003 (03-07-2015) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels*, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de soumission ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande de soumissions confère expressément ce droit au Canada.

- c) Nonobstant l'examen limité que le Canada peut mener pour certaines parties de la demande de propositions au cours de l'étape 1, toute modification d'une soumission non recevable est à l'entière discrétion du soumissionnaire et ne peut être apportée que par ce dernier. Le Canada ne fournira aucun renseignement à propos d'autres soumissions ni aucun renseignement quant à la façon dont le soumissionnaire devrait donner suite au Rapport d'évaluation préliminaire (PER), s'il y a lieu. Les soumissionnaires sont et resteront les seuls responsables de :
- i. l'exactitude et de l'exhaustivité de leurs soumissions, et le Canada n'engage, en vertu de cet examen, aucune obligation ou responsabilité de relever les erreurs ou omissions dans les soumissions ni ne s'engage à relever ces erreurs ou omissions;
 - ii. la cohérence des renseignements présentés dans leur soumission, et ce, en tout temps, sans limiter la portée de ce qui précède;
 - iii. s'assurer que tout renseignement additionnel ou différent fourni en réponse du REP est cohérent avec toute autre information initialement présentée dans leur soumission en réponse à d'autres exigences. Tout manquement à cette responsabilité peut nuire à l'évaluation des renseignements soumis antérieurement ou rendre la soumission non recevable.

4.1.1.1 Étape 1

A. Évaluation de la Section I – Soumission Technique (3.2) et de la Section II – Soumission de Gestion (3.3)

Pour l'évaluation des exigences de la Section I, Soumission technique (3.2) et de la Section II, Soumission de Gestion (3.3), le Canada effectuera une évaluation complète de toutes les exigences obligatoires afin de déterminer si la soumission répond à toutes les exigences obligatoires. Une soumission sera jugée non recevable si une ou plusieurs exigences obligatoires ne sont pas rencontrées.

B. Évaluation de la Section III – Soumission Financière (3.4)

Une évaluation de la soumission financière n'aura pas lieu à l'étape 1. L'examen de cette section sera limité à déterminer si des données requises sont manquantes. Dans les cas où un prix différent pour un même article est indiqué à plus d'un endroit dans la soumission financière, le Canada signalera cet écart et le soumissionnaire devra confirmer lequel des prix s'applique.

Dans les cas où un article a été laissé en blanc, seuls les renseignements manquants pourront être ajoutés à la soumission financière, sauf que, dans les cas où l'ajout de ces renseignements entraînera nécessairement la modification d'autres renseignements sur les prix ou les coûts qui ont déjà été présentés dans le cadre des calculs exigés par la demande de soumissions (par exemple, le calcul visant à déterminer le prix total), les rajustements nécessaires devront être mis en évidence par le soumissionnaire, et seuls ces rajustements pourront être effectués. **Toute autre modification apportée à la soumission sera considérée comme une nouvelle information et ne sera pas prise en considération.**

C. Évaluation de la Section IV – Attestations (3.5)

Le Canada relèvera tous les cas où le soumissionnaire n'a pas présenté une attestation, une preuve de conformité exigée, ainsi que tous les cas où un document présenté ne comporte pas les signatures exigées.

4.1.1.2 Rapport d'évaluation préliminaire (REP)

- (a) À la conclusion de l'étape 1, si une soumission est jugée non recevable, l'autorité contractante fournira au soumissionnaire un REP énumérant uniquement le ou les cas où la soumission ne répond pas aux exigences de la demande de propositions et les références applicables. Aucun rapport d'évaluation préliminaire ne sera produit pour les soumissions trouvées recevables. Dans ce cas, l'autorité contractante terminera l'évaluation en entier, y compris l'évaluation des soumissions financières, en utilisant les documents de soumission présentés à l'origine.
- (b) Le soumissionnaire sera invité à soumettre des renseignements supplémentaires ou différents pour démontrer au Canada, conformément à la demande de propositions, que la soumission est conforme aux exigences.
- (c) Sauf dans les cas expressément autorisés ci-dessus, les renseignements fournis pour tout autre article ou toute autre catégorie ne seront pas pris en compte ni utilisés pour évaluer une autre section de la soumission.
- (d) Le soumissionnaire devra confirmer par écrit la réception du REP à l'autorité contractante. Le soumissionnaire qui ne confirmera pas sera réputé avoir reçu le rapport à la date de l'envoi par le Canada.
- (e) Les renseignements additionnels ou différents fournis en réponse du REP doivent être relatifs à l'embarcation proposée par le soumissionnaire à la date de clôture. Un soumissionnaire qui répond à une demande de renseignements additionnels ou différents ne doit pas modifier, remplacer ou changer un élément de l'embarcation proposée pour corriger un problème de non-conformité. Tous les renseignements fournis doivent respecter les autres exigences de la présente demande de propositions. Tout manquement à ces exigences entraînera le retour des renseignements additionnels ou différents au soumissionnaire sans que ceux-ci soient considérés.
- (f) Les renseignements additionnels ou différents fournis par le soumissionnaire en réponse du REP et acceptés par le Canada remplaceront, en totalité, **uniquement** les renseignements ou les réponses non recevables de la soumission initiale, tels que décrits dans le REP, et seront utilisés pour le reste du processus d'évaluation de la soumission.
- (g) Les renseignements additionnels ou différents fournis en réponse du REP devraient respecter les instructions pour la préparation des soumissions (p. ex., séparation des renseignements financiers des autres renseignements, au besoin). Le Canada demande que les soumissionnaires indiquent clairement à quelle exigence les renseignements additionnels ou différents sont associés.
- (h) Les renseignements additionnels ou différents fournis en réponse du REP doivent être soumis à l'autorité contractante au plus tard à la date et à l'heure indiquées dans le REP. À défaut de cela, la soumission sera jugée non recevable.
- (i) Dans les cas où le soumissionnaire choisit de ne pas fournir de renseignements additionnels ou différents pour une exigence non recevable identifiée dans le REP, il doit présenter une réponse indiquant « Aucun changement » pour l'exigence en question, et la réponse originale pour cette exigence continuera de s'appliquer. Si le soumissionnaire ne fournit aucune réponse relative à une exigence non recevable mentionnée dans le REP, il sera considéré comme ayant fourni une réponse de type « Aucun changement », et la réponse initiale pour cette exigence continuera de s'appliquer.

- (j) Lorsque les renseignements additionnels ou différents seront reçus dans le temps prescrit, l'équipe d'évaluation procédera à l'évaluation des renseignements additionnels ou différents afin de déterminer si toutes les exigences obligatoires de la demande de propositions sont rencontrées. Si l'une ou plusieurs des exigences initialement évaluées comme non recevables sont encore évaluées comme non recevables, la soumission sera jugée non recevable et aucune autre considération de sera donnée. La soumission sera également jugée non recevable si les renseignements additionnels ou différents fournis rendent toute autre exigence obligatoire non recevable.

4.1.1.3 Étape 2

Le Canada fera une évaluation complète de la soumission financière des soumissionnaires dont la soumission aura été trouvée recevable à l'étape 1.

4.1.2 Évaluation technique

4.1.2.1 Critères techniques obligatoires

Afin d'être trouvé recevable, le soumissionnaire doit, à la satisfaction du Canada, rencontrer toutes les exigences de l'ÉBT et fournir tous les renseignements tel que demandé dans la **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS, 3.2 Section I – Soumission technique**.

4.1.3 Évaluation de la gestion

4.1.3.1 Critères de gestion obligatoires

Afin d'être trouvé recevable, le soumissionnaire doit, à la satisfaction du Canada, rencontrer toutes les exigences et fournir tous les renseignements tel que demandé dans la **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS, 3.3 Section II - Soumission de gestion**.

4.1.4 Évaluation financière

Clause du *Guide des CCUA* [A0220T](#) 2014-06-26, Évaluation du prix

4.1.4.1 Critères financiers obligatoires

Afin d'être trouvé recevable, le soumissionnaire doit, à la satisfaction du Canada, rencontrer toutes les exigences et fournir tous les renseignements tel que demandé dans la **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS, 3.4 Section III - Soumission financière**.

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de propositions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

Une exigence obligatoire est décrite par les mots « doit », « devrait », « devra », « est requis » ou « est obligatoire ».

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter avec sa soumission la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_feder_aux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848) (http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_feder_aux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF](#) » pendant la durée du contrat.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8482-168236/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8482-168236

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
032mc.W8482-168236

Id de l'acheteur - Buyer ID
032mc
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe [Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation](#) remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.1 Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.

Le soumissionnaire devra fournir un certificat ou une lettre émis par la Commission des accidents du travail attestant que son compte est en règle, dans les **cinq (5) civils** jours suivant la demande de l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourra avoir pour conséquence que la soumission soit jugée non recevable.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Capacité financière

Clause du Guide des CCUA [A9033T](#) 2012-07-16, Capacité financière

6.3 Exigences en matière d'assurance

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à la *Partie 7, clause du contrat subséquent 7.13*.

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Besoin

L'entrepreneur doit fournir au ministère de la Défense nationale, 350 bateaux d'assaut pneumatiques de débarquement (capacité de 12 personnes) conformément au besoin décrit à l'annexe « A », Énoncé des besoins techniques (EBT).

Quantités par lieux de livraison:

Adresse de livraison	Quantité de bateaux	Contact (sera indiqué à l'émission du contrat)
7 CFSD Receipts and Issues Section Edmonton AB, T0A 2H0	150	
25 Canadian Forces Supply Depot 6363 Notre Dame Est Montreal, QC H1N 3V9	200	

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales

[2030](#) 2016-04-04, Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.2.2 Conditions générales supplémentaires

[1028](#) 2010-08-16, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Exigences relatives à la sécurité

7.3.1 Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

7.4 Durée du contrat

7.4.1 Date de livraison

La première date de livraison doit être au plus tard 180 jours après la date d'attribution du contrat avec une quantité minimum de trente (30) bateaux. Par la suite, une quantité minimale de trente (30) bateaux doit être livrée chaque trimestre.

7.5 Responsables

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8482-168236/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8482-168236

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
032mc.W8482-168236

Id de l'acheteur - Buyer ID
032mc
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Luc Girard
Spécialiste en approvisionnement
Services publics et Approvisionnement Canada
Direction des systèmes maritimes / Construction Navale
Portage III - Floor: 6C2
11, rue Laurier, Gatineau (Québec), K1A 0S5 Canada

Luc.Girard@tpsgc-pwgsc.gc.ca
Téléphone : 819-420-2890
Télécopieur : 819-956-0897

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.5.2 Responsable technique (sera émis lors de l'attribution du contrat)

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : ____ - ____ - _____
Télécopieur : ____ - ____ - _____
Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.5.3 Responsable de l'inspection (sera émis lors de l'attribution du contrat)

Le responsable de l'inspection pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : ____ - ____ - _____
Télécopieur : ____ - ____ - _____
Courriel : _____

Le responsable de l'inspection représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat et est responsable de l'inspection des travaux et de l'acceptation des travaux achevés. Le responsable de l'inspection pourra être représenté sur place par un inspecteur désigné et tout autre inspecteur du gouvernement du Canada désigné de temps à autre pour soutenir l'inspecteur désigné.

N° de l'invitation - Solicitation No.
W8482-168236/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8482-168236

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
032mc.W8482-168236

Id de l'acheteur - Buyer ID
032mc
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.5.4 Représentant de l'entrepreneur (sera émis lors de l'attribution du contrat)

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____-____-_____
Télécopieur : ____-____-_____
Courriel : _____

7.6 Paiement

7.6.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé les prix unitaires fermes, précisés dans le contrat en dessous, l'entrepreneur sera payé un prix ferme, selon un montant total de _____ \$. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Article	Lieu de livraison	Quantité de bateaux	Prix par bateau \$CDN
Article 1: 1er ensemble de 75 bateaux pneumatique de débarquement, rendu droits acquitté (DDP) Incoterms 2000, en conformité avec l'annexe "A" EBT.	Edmonton, AB	75	\$
Article 1A: 2 ^e ensemble de 75 bateaux pneumatique de débarquement, rendu droits acquitté (DDP) Incoterms 2000, en conformité avec l'annexe "A" EBT.	Edmonton, AB	75	\$
Article 2: 1er ensemble de 100 bateaux pneumatique de débarquement, rendu droits acquitté (DDP) Incoterms 2000, en conformité avec l'annexe "A" EBT.	Montreal, QC	100	\$
Article 2A: 2 ^e ensemble de 100 bateaux pneumatique de débarquement, rendu droits acquitté (DDP) Incoterms 2000, en conformité avec l'annexe "A" EBT.	Montreal, QC	100	\$

7.6.2 Tarifs d'imputation /Marge bénéficiaire sur le matériel

Les tarifs suivants sont inclus dans la Base de paiement doivent demeurer valides pour la durée du Contrat :

1. Les tarifs d'imputation précisés ci-après comprennent toutes les catégories de main-d'œuvre, les ingénieurs et les contremaîtres, ainsi que les frais généraux, les frais de surveillance et la marge bénéficiaire. Les tarifs d'imputation seront utilisés pour établir le prix des travaux imprévus donnant lieu à une prolongation ou à une réduction de la durée des travaux, sauf dans les cas indiqués dans la clause intitulée " Heures supplémentaires " ci-après.

Taux d'imputation - \$/personne/heure

2. Heures supplémentaires

Le Canada pourra, à l'occasion, décider d'autoriser des heures supplémentaires pour les travaux non prévus seulement. Dans ce cas, et si le taux est supérieur au taux horaire, on calculera comme suit le coût des heures de travail :

Taux majoré de moitié : \$/personne/heure

Taux double : \$/personne/heure

3. Le prix des matériaux sera le prix de revient réel des matériaux, auquel sera ajoutée une majoration de 10 % du prix de revient réel des matériaux. Aux fins de tarification des travaux non prévus, les matériaux seront réputés comprendre les contrats de sous-traitance.

7.6.3 Paiement des carburants, des huiles et des lubrifiants

L'entrepreneur devra fournir et payer l'ensemble des carburants, des huiles et des lubrifiants hydrauliques et autres lubrifiants nécessaires pour charger complètement tous les systèmes nécessaires au fonctionnement de la machinerie et des autres biens d'équipement, de même que pour l'exécution de l'ensemble des essais et des épreuves.

7.6.4 Services d'ingénierie et de supervision sur le terrain

Si les services de représentants du service sur le terrain ou de surveillance sont requis dans le cadre des travaux, le coût de ces services sera compris dans le coût total. L'entrepreneur est responsable de la performance de tous les sous-traitants et des services d'ingénierie et de supervision sur le terrain.

7.6.5 Limite de prix

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.6.6 Paiements multiples

H1001C 2008-05-12, Paiements multiples

7.7 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse suivante pour attestation et paiement.

Ministère de la Défense nationale
101 Colonel By Drive
Ottawa, Ontario, Canada
K1A 0P9

Attention: D-MAR-P 4-3-4

- b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

7.8 Attestations et renseignements supplémentaires

7.8.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.8.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

7.8.3 Indemnisation des accidents du travail

L'entrepreneur doit maintenir son compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné pour la durée du contrat.

7.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 1028 2010-08-16, Construction de navires - prix ferme;
- c) les conditions générales – 2030 2016-04-04, besoins plus complexes de biens;
- d) l'Annexe « A », Énoncé des besoins techniques ;
- e) l'Annexe « B », Inspection/Assurance de la qualité/Contrôle de la qualité;
- f) la soumission de l'entrepreneur datée du _____, et/ou « clarifiée le _____ » **ou** « modifiée le _____ ».

7.11 Contrat de défense

Clause du *Guide des CCUA* A9006C 2012-07-16, Contrat de défense

7.12 Réunion postérieure d'exécution des travaux

Dans les trente (30) jours suivant la réception du contrat, l'entrepreneur devra communiquer avec le responsable technique et l'autorité contractante pour planifier et déterminer la réunion de pré-production, y compris les tests de pré-production conformément à l'annexe "A" EBT. La réunion aura lieu à l'usine de l'entrepreneur. Les coûts de la tenue de cette réunion de pré-production doit être inclus dans le prix de l'offre. Veuillez noter que le Canada assumera les dépenses de voyage et de subsistance des employés du gouvernement.

7.13 Exigences en matière d'assurance

- a) L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues aux **articles 7.13.1** ci-dessous. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.
- b) L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.
- c) L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7.13.1 Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants:
 - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8482-168236/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8482-168236

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
032mc.W8482-168236

Id de l'acheteur - Buyer ID
032mc
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

- d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
- e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
- i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m) Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en co-défense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette co-défense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

7.14 Clause du *Guide des CUA* – Assurance Qualité

D5540C 2010-08-16, ISO 9001:2008 Systèmes de management de la qualité - Exigences (code de l'assurance de la qualité Q)

D5510C 2014-06-26, Autorité de l'assurance de la qualité (Ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi au Canada

D5515C 2010-01-11, Autorité de l'assurance de la qualité (Ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi à l'étranger et aux États-Unis

D5604C 2008-12-12, Documents de sortie (Ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi à l'étranger

D5605C 2010-01-11, Documents de sortie (Ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi aux États-Unis

D5606C 2012-07-16, Documents de sortie (Ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi au Canada

7.15 Documents de sortie - distribution

L'entrepreneur doit remplir les documents de sortie dans un format électronique en vigueur et les distribuer comme suit :

- a. Une (1) copie envoyée par la poste au destinataire avec la mention : « À l'attention de l'agent de réception »;
- b. Deux (2) copies avec l'envoi au destinataire, dans une enveloppe imperméable à l'eau;
- c. Une (1) copie à l'autorité contractante;
- d. Une (1) copie au
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Mgén George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (ON) K1A 0K2
À l'attention de : D-Mar-P 4-3-3-4
- e. Une (1) copie au représentant de l'assurance de la qualité;
- f. Une (1) copie à l'entrepreneur; et
- g. Pour les entrepreneurs non-canadiens, une (1) copie au

DAQ/Administration des contrats
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Mgén George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (ON) K1A 0K2

Courriel : ContractAdmin.DQA@forces.gc.ca

7.16 Clause du *Guide des CCUA*

B5007C 2010-01-11, Procédures pour modifications de conception ou travaux supplémentaires
B9035C 2008-05-12, Réunions d'avancement
C2801C 2014-11-27, Cote de priorité - entrepreneurs établis au Canada
D0018C 2007-11-30, Livraison et déchargement
D2000C 2007-11-30, Marquage
D2001C 2007-11-30, Etiquetage
D3015C 2014-09-25, Marchandises dangereuses / produits dangereux - conformité de l'étiquetage et de l'emballage
D6009C 2013-04-25, Instructions d'expédition - destination et calendrier de livraison inconnus
D6010C 2007-11-30, Palettisation
D9002C 2007-11-30, Ensembles incomplets

7.17 Marquage détaillé de l'emballage - semblables

1. L'entrepreneur doit s'assurer que les informations suivantes soient fournies en plus des marques d'identification requises sur l'emballage intérieur et extérieur conformément à l'annexe "A" EBT :
 - le numéro de série
2. Ces marques d'identification doivent être placées et appliquées conformément à la spécification de marquage D-LM-008-002/SF-001 des Forces canadiennes.

7.18 Acceptance

1. L'Acceptation provisoire du Canada pour la livraison du/des bateau(x) sera faite lors que le(s) bateau(x) sera/seront construit(s) et que tous les essais auront été exécutés de façon satisfaisante en signant un certificat d'Acceptation conformément avec le formulaire **TPSGC 1105**. La signature du certificat annule en aucun cas, les autres obligations de l'entrepreneur envers ce contrat.
2. Il est entendu et convenu que lorsque les travaux seront essentiellement achevés et que les parties se seront entendues sur les modalités selon lesquelles l'entrepreneur devra corriger toutes les lacunes, le certificat visé ci-dessus pourra être signé et une déclaration pourra y être jointe pour confirmer que l'entrepreneur a corrigé ces lacunes.
3. Le(s) bateau(x) sera/seront accepté(s) définitivement par le Canada à la fin de la période de garantie de 12 mois et lorsque tous les comptes entre les parties auront été réglés relativement à ce contrat.

7.19 Rapports périodiques

1. L'entrepreneur doit fournir des rapports mensuels sur l'avancement des travaux au responsable technique et à l'autorité contractante.
2. Le rapport périodique doit comporter trois parties :
 - a) PARTIE 1 : L'entrepreneur doit répondre aux trois questions suivantes :
 - (i) le projet progresse-t-il selon le calendrier prévu?
 - (ii) le projet respecte-t-il le budget prévu?
 - (iii) le projet est-il libre de toute préoccupation à l'égard de laquelle l'aide ou les conseils du Canada pourraient être requis?

Chaque réponse négative doit être accompagnée d'une explication.

b) PARTIE 2 : Un rapport narratif, concis mais suffisamment détaillé pour permettre au responsable technique d'évaluer l'avancement des travaux, et comprenant au moins :

(i) une description de l'avancement de chacune des tâches et des travaux dans leur ensemble durant la période visée par le rapport. Un nombre suffisant d'esquisses, de diagrammes, de photographies, etc., doit être inclus, s'il y a lieu, afin de décrire l'avancement des travaux.

(ii) une explication de tout écart par rapport au plan de travail.

7.20 Inspections et essais

1. Tous les inspections et les essais doivent être conformes à l'annexe « A » ÉBT et à l'annexe « B » - Inspection/Assurance de la qualité/Contrôle de la qualité. Les essais imposés par l'entrepreneur autre que ceux de l'ÉBT doivent être approuvés par le responsable de l'inspection.

2. L'entrepreneur doit préparer et présenter un Plan des essais et des inspections (PEI) à l'autorité contractante et au responsable de l'inspection **sept (7) sept jour après l'attribution du contrat** pour révision. L'entrepreneur apportera des modifications jusqu'à la satisfaction du responsable de l'inspection.

3. Quand le PEI sera approuvé, dans l'éventualité que des modifications sont nécessaires, elles devront être approuvées par le responsable de l'inspection avant d'être incluses dans le PEI.

N° de l'invitation - Solicitation No.
W8482-168236/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8482-168236

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
032mc.W8482-168236

Id de l'acheteur - Buyer ID
032mc
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES BESOINS TECHNIQUES (EBT)

Voir pièce jointe.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8482-168236/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8482-168236

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
032mc.W8482-168236

Id de l'acheteur - Buyer ID
032mc
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

APPENDICE 1 DE L'ANNEXE « A »

TESTS DE SURPRESSION, SOUPAPE DE SURETE, CLOISONS ET MAINTIEN DE PRESSION D'AIR

ESSAI DE SURPRESSION

NO DE CONTRAT		NO DE SÉRIE DU FAB	
NO D'IDENT DE LA COQUE DU MDN	-348-	DATE : (mm/jj/aaaa)	

Glossaire

- a) **Pression de travail** : Pression de fonctionnement et de maintien des boudins. La pression de travail correspond au réglage des soupapes de sûreté si aucune soupape du genre n'est installée.
- b) **Pression d'essai de surpression** : Double de la pression de travail.

Pression de travail (lb/po ²)	Pression d'essai de surpression
3,5	7,0

Procédure

- Marquer tous les rebords cousus au moyen d'un crayon gras de couleur blanche.
- Noter la pression d'essai dans le tableau ci-dessous.
- Verrouiller toutes les soupapes de sûreté.
- Gonfler les 5 chambres du boudin à la pression d'essai recommandée.
- Maintenir la pression pendant 20 minutes.
- Après 20 minutes, vérifier si les coutures présentent un glissement, un bris ou une déformation permanente.

	Pression d'essai (lb/po ²)	Heure
DÉBUT	7,0	
FIN	-S.O.-	

Énumérer et donner les détails de tout échec :

Critères de réussite et d'échec

Il ne doit y avoir aucun signe de glissement, de bris ou de déformation permanente des coutures. Le boudin ne doit présenter aucun signe de fuites. Si on soupçonne la présence d'une fuite, recouvrir la surface d'eau savonneuse afin de repérer celle-ci. Tout signe d'un des défauts susmentionnés équivaut à l'échec de l'essai.

RÉSULTAT D'ESSAI GLOBAL : RÉUSSITE ou ÉCHEC

	Nom	Signature
Représentant (s) du Canada		
Représentant contractuel		

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8482-168236/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8482-168236

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
032mc.W8482-168236

Id de l'acheteur - Buyer ID
032mc
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Essai de la soupape de sûreté

NO DE CONTRAT		NO DE SÉRIE DU FAB	
NO D'IDENT DE LA COQUE DU MDN	-348-	DATE : (mm/jj/aaaa)	

Glossaire

- a) **Pression de travail** : Pression de fonctionnement et de maintien des boudins. La pression de travail correspond au réglage des soupapes de sûreté si aucune soupape du genre n'est installée.

Pression de travail (lb/po²)
3,5

Procédure

- a) Gonfler individuellement chacune des chambres.
b) Au moyen d'un manomètre pour canots pneumatiques, mesurer et noter dans le tableau ci-dessous la pression à laquelle chaque soupape de sûreté intervient.
c) Au moyen du même manomètre, mesurer et noter dans le tableau ci-dessous la pression à laquelle chaque soupape de sûreté revient à l'état initial.

	Bâbord arrière	Bâbord 1	Proue	Tribord arrière	Tribord 1		
Pression d'essai (lb/po²)							
Pression de remise à l'état initial (lb/po²)							

Critères de réussite et d'échec

La pression de sûreté doit se manifester entre 3,25 et 4 lb/po².

La pression de remise à l'état initial doit se manifester entre 2,75 et 3,5 lb/po².

RÉSULTAT D'ESSAI GLOBAL : RÉUSSITE ou ÉCHEC

	Nom	Signature
Représentant (s) du Canada		
Représentant contractuel		

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8482-168236/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8482-168236

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
032mc.W8482-168236

Id de l'acheteur - Buyer ID
032mc
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Essai des cloisons

NO DE CONTRAT		NO DE SÉRIE DU FAB	
NO D'IDENT DE LA COQUE DU MDN	-348-	DATE : (mm/jj/aaaa)	

Procédure

- Verrouiller toutes les soupapes de sûreté.
- Gonfler chacune des chambres à 360 mbar.
- Déverrouiller les soupapes de remplissage des autres chambres.
- Prévoir 15 minutes de surpression et ajuster ensuite la pression à 300 mbar pendant 4 heures.
- Laisser la pression se stabiliser pendant 1 heure et la régler ensuite à 240 mbar.
- Noter l'heure, la température et la pression barométrique (bar).
- Après 4 heures, noter la pression de toutes les chambres, le temps et la pression barométrique. Tenir compte des changements dans la pression atmosphérique.
- S'assurer de noter si l'essai réussit ou échoue.
- Si la pression chute de plus de 20 mbar au cours des 24 premières heures, poursuivre jusqu'à 48, 72 et 120 heures.
- En cas d'échec total, s'assurer de repérer le problème, de le corriger, de le noter et de reprendre ensuite l'essai avant de poursuivre.

Tableau 1

	Date : J/M/A	Heure	Temp °C	Pression (mbar)
Initiales		AM PM		
Version finale		AM PM		
Pression de compensation (mbar)				
Pression de compensation totale (mbar)				

Valeurs et paramètres de compensation de changement lors de l'essai de la pression atmosphérique	
1	-4 mbar = +1°C
2	-4 mbar = -1°C
3	+1 mbar = +1 mbar (press. bar.)
4	-1 mbar = -1 mbar (press. bar.)
5	Une variation de température de 6 °C a pour effet d'annuler l'essai
6	Une variation de pression de 11 mbar a pour effet d'annuler l'essai

Tableau 2

	Bâbord 4	Bâbord 3	Bâbord 2	Bâbord 1	Proue	Tribord 1	Tribord 2	Tribord 3	Tribord 4
Initiale									
Finale									
Compensation									

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8482-168236/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8482-168236

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
032mc.W8482-168236

Id de l'acheteur - Buyer ID
032mc
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Critères d'acceptation/de rejet

Une baisse de pression avec compensation de la chambre qui dépasse 5 mbar/h constitue un échec.

Constatation :		
Mesure corrective :		
	<u>Nom en caractères d'imprimerie</u>	<u>Date</u>
Constatation :		
Mesure corrective :		
	<u>Nom en caractères d'imprimerie</u>	<u>Date</u>
Constatation :		
Mesure corrective :		
	<u>Nom en caractères d'imprimerie</u>	<u>Date</u>

RÉSULTAT D'ESSAI GLOBAL : RÉUSSITE ou ÉCHEC

	Nom	Signature
Représentant (s) du Canada		
Représentant contractuel		

Notes supplémentaires

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8482-168236/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8482-168236

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
032mc.W8482-168236

Id de l'acheteur - Buyer ID
032mc
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Essai de maintien de la pression d'air pendant 24 h

NO DE CONTRAT		NO DE SÉRIE DU FAB	
NO D'IDENT DE LA COQUE DU MDN	-348-	DATE : (mm/jj/aaaa)	

Procédure

- Verrouiller toutes les soupapes de sûreté.
- Gonfler chacune des chambres à 300 mbar.
- Laisser la pression se stabiliser pendant 1 heure et la régler ensuite de nouveau à 240 mbar.
- Noter l'heure, la température et la pression barométrique (bar).
- Après 24 heures, noter la pression de toutes les chambres, le temps et la pression barométrique.
- Tenir compte des changements dans la pression atmosphérique.
- Noter toutes les pressions de chambre compensées.
- Si le tube ne réussit pas l'essai, repérer le problème, le corriger et reprendre ensuite l'essai.

Tableau 1

	Date : J/M/A	Heure	Temp °C	Pression (mbar)
Initiale		AM PM		
Finale		AM PM		
Pression de compensation (mbar)				
Pression de compensation totale (mbar)				

Valeurs et paramètres de compensation de changement lors de l'essai de la pression atmosphérique
1 -4 mbar = +1°C
2 -4 mbar = -1°C
3 +1 mbar = +1 mbar (press. bar.)
4 -1 mbar = -1 mbar (press. bar.)
5 Une variation de température de 6 °C a pour effet d'annuler l'essai
6 Une variation de pression de 11 mbar a pour effet d'annuler l'essai

Tableau 2

	Bâbord 4	Bâbord 3	Bâbord 2	Bâbord 1	Proue	Tribord 1	Tribord 2	Tribord 3	Tribord 4
Initiale									
Finale									
Compensation									

Id de l'acheteur - Buyer ID
032mc
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

N° de l'invitation - Solicitation No.
W8482-168236/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8482-168236

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
032mc.W8482-168236

Id de l'acheteur - Buyer ID
032mc
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

APPENDICE 2 DE L'ANNEXE « A »

QUESTIONS ET RÉPONSES DES SOUMISSIONNAIRES

ANNEXE « B »

INSPECTION/ASSURANCE DE LA QUALITÉ/CONTRÔLE DE LA QUALITÉ

1. Conduite des inspections

a) Les inspections doivent être effectuées conformément au plan des essais et des inspections présenté et accepté par le responsable de l'inspection et comme détaillé dans cette annexe.

b) L'entrepreneur doit fournir ses propres employés ou sous-traitants pour effectuer les inspections et les essais; mis à part le responsable technique ou le responsable de l'inspection qui peuvent être désignés dans les spécifications. Dans ce cas, l'entrepreneur doit s'assurer que ses propres employés soient présents pour appuyer les inspections ou les essais.

c) Le cas échéant, l'entrepreneur doit veiller à ce que les conditions énoncées dans le plan des essais et des inspections prévalent au début de chaque essai ou inspection et pendant toute leur durée.

d) L'entrepreneur doit veiller à ce que les employés nécessaires pour faire fonctionner l'équipement et pour prendre des notes pendant les essais et les inspections soient dûment informés et disponibles au début des essais et des inspections et pendant toute leur durée. Les gens de métier ou les services d'ingénierie et de supervision sur le terrain qui doivent apporter des ajustements ou des changements mineurs doivent être disponibles à court préavis.

e) L'entrepreneur doit coordonner les activités de tous les employés qui participent à chaque essai ou inspection et veiller à ce qu'ils se déroulent de façon sécuritaire.

2. Rapports et dossiers d'inspection

a) L'entrepreneur doit inscrire les résultats de chaque inspection dans le registre d'inspection ou sur les feuilles d'essai, le cas échéant. L'entrepreneur doit conserver des dossiers des inspections effectuées.

b) Le représentant de l'entrepreneur au chapitre du contrôle de la qualité (et service d'ingénierie et de supervision sur le terrain) doit apposer sa signature comme témoin des inspections ou des essais dans le registre des inspections. L'entrepreneur doit acheminer les originaux des dossiers d'inspection, ainsi que les feuilles d'essai dûment remplies au responsable de l'inspection, dans le dossier du certificat d'acceptation provisoire.

c) Les résultats des essais ou des inspections jugés insatisfaisants, pour lesquels des mesures correctrices ne peuvent pas être apportées dans le cadre normal de l'essai ou de l'inspection exigeront de l'entrepreneur qu'il en établisse la cause, à la satisfaction du responsable de l'inspection. Les représentants du Canada pourront participer à cette identification, au besoin.

d) L'entrepreneur doit présenter à l'autorité contractante et le responsable des inspections, par écrit, les mesures correctrices visant à supprimer la cause des inspections insatisfaisantes, aux fins d'approbation avant d'effectuer les réparations nécessaires et de reprendre les essais ou les inspections jugés insatisfaisants. Ces avis doivent être incorporés au registre final remis au responsable des inspections.

e) L'entrepreneur doit corriger les lacunes liées à ses installations ou aux réparations et ce, dès que possible. Il doit organiser ces réparations à ses propres risques.

f) L'entrepreneur doit reprendre les inspections jugées insatisfaisantes lorsque les réparations nécessaires ont été effectuées.

g) Les documents d'essais, d'inspection et de contrôle de la qualité qui prouvent le respect des exigences établies, y compris les dossiers de mesures correctrices, doivent être conservés par l'entrepreneur pendant une période de trois (3) ans à compter de la date d'achèvement du contrat et devront être remis au responsable contractante et le responsable de l'inspection, sur demande.

3. Processus d'essai et d'inspection

3.1 Dessins et bons de commande

a) Après avoir reçu deux (2) exemplaires de chaque dessin ou bon de commande, le responsable des inspections désigné en examine le contenu par rapport aux dispositions de l'ÉBT. Lorsqu'il relève des divergences, le responsable de l'inspection prévient officiellement tous les intéressés par écrit, au moyen d'un avis de divergence. L'entrepreneur et les autres responsables du Canada doivent se consulter au sujet des divergences ainsi relevées.

3.2 Inspection

a) Sur réception et acceptation du plan des essais et des inspections de l'entrepreneur, l'inspection comportera un certain nombre de points, complétés par les autres inspections, essais, démonstrations et tests que le responsable de l'inspection désigné peut juger nécessaires pour pouvoir attester que les travaux ont été exécutés conformément aux dispositions de la spécification. L'entrepreneur doit faire connaître au responsable des inspections désigné la date à laquelle l'ouvrage pourra être inspecté, en lui donnant un préavis suffisant pour qu'il puisse prendre des mesures pour effectuer l'inspection voulue.

b) Le responsable des inspections examine les matériaux, l'équipement et les travaux pour l'ensemble du projet par rapport aux dispositions du devis; lorsqu'il relève des cas de non-conformité, il établit les **RAPPORTS D'INSPECTION – DÉFECTUOSITÉS** pertinents.

c) Le contrat exige un système d'assurance et de contrôle de la qualité donc le responsable des inspections doit exiger que l'entrepreneur lui fournisse un exemplaire de son rapport d'inspection interne se rapportant à l'ouvrage visé avant de procéder à l'inspection demandée. S'il faut demander à des tiers de faire des inspections conformément au contrat (par exemple, en faisant appel à un inspecteur de soudage agréé selon la norme BCS 178.2), les rapports doivent être déposés avant que le responsable des inspections examine les travaux.

d) Il faut mettre sur pied un système d'assurance et de contrôle de la qualité (AQ/CQ). Par conséquent, lorsqu'on présente au responsable des inspections, avant l'inspection, les documents confirmant que les travaux sont satisfaisants, mais que le responsable des inspections constate que ces travaux n'ont pas été examinés de manière satisfaisante, le responsable de l'inspection doit établir un Rapport d'inspection – défauts par rapport aux travaux et un autre rapport en ce qui concerne les lacunes du système d'AQ/CQ de l'entrepreneur.

e) Avant d'examiner des travaux, le responsable des inspections doit passer en revue les exigences relatives à ces travaux et les normes d'acceptation et/ou de rejet à appliquer. Lorsqu'il faut appliquer plusieurs normes ou exigences qui pourraient se contredire, le responsable des inspections doit consulter l'ordre de priorité des documents du contrat afin de connaître les normes ou exigences à appliquer d'abord.

3.3 Rapport d'inspection – défauts

a) Il faut établir un Rapport d'inspection – défauts pour chaque cas de non-conformité relevé par le responsables des inspections. Chaque rapport doit porter un numéro de référence unique, être signé et daté par le responsable des inspections et décrire le cas de non-conformité.

b) Lorsque l'entrepreneur a corrigé le problème de non-conformité et que l'ouvrage a été inspecté de nouveau et accepté par le responsable des inspections, ce dernier complète le rapport en y ajoutant une mention pertinente, qu'il doit signer et dater.

c) À la fin du projet, le contenu de tous les Rapports d'inspection – défauts qui n'ont pas été approuvés par le responsable des inspections est transcrit dans les documents d'acceptation avant que le responsable des inspections atteste ces documents.

3.4 Essais, tests et démonstrations

a) Pour permettre au responsable des inspections d'attester que les travaux ont été exécutés de manière satisfaisante, conformément au contrat et aux spécifications, l'entrepreneur doit programmer, coordonner, exécuter et enregistrer l'ensemble des essais, des tests et des démonstrations précisés et exigés par le responsable des inspections.

b) Lorsque la spécification fait état d'une exigence précise pour ce qui est de l'exécution d'un composant, d'un bien d'équipement, d'un système ou d'un sous-système, l'entrepreneur doit les soumettre à des essais à la satisfaction du responsable des inspections, pour démontrer qu'ils produisent le rendement spécifié et qu'ils fonctionnent conformément aux spécifications.

c) Les essais, tests et démonstrations doivent se dérouler conformément à un calendrier logique et systématique, qui doit permettre de s'assurer qu'on met à l'épreuve tous les composants et biens d'équipement connexes avant la démonstration ou la mise à l'essai des sous-systèmes et que ces sous-systèmes sont mis à l'épreuve avant la démonstration ou la mise à l'essai des systèmes.

d) Lorsque les spécifications ne comprennent pas d'exigences propres au rendement d'un composant, d'un bien d'équipement, d'un système ou d'un sous-système, l'entrepreneur doit faire la démonstration du rendement de ce composant, de ce bien d'équipement, de ce système ou de ce sous-système à la satisfaction du responsable des inspections.

e) L'entrepreneur doit coordonner chacun des essais, tests et démonstrations avec toutes les parties intéressées, dont le responsable des inspections, l'autorité contractante, le responsable technique et les sous-traitants, entre autres. Il doit donner au responsable des inspections et aux autres représentants du Canada un préavis d'au moins trente (30) jours pour la tenue de chaque essai, test ou démonstration programmé.

f) L'entrepreneur doit conserver des relevés écrits sur l'ensemble des tests, des essais et des démonstrations effectués requis par le système d'assurance de la qualité.

g) L'entrepreneur doit être en tous points responsable du déroulement de l'ensemble des essais et des tests conformément aux exigences du contrat.

h) L'autorité contractante et le responsable des inspections se réservent le droit de reporter le début ou la suite des tests en mer pour tout motif, notamment les intempéries, la visibilité, une panne ou la détérioration de l'équipement, l'absence d'employés compétents et l'application insuffisante des normes de sécurité.

N° de l'invitation - Solicitation No.
W8482-168236/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8482-168236

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
032mc.W8482-168236

Id de l'acheteur - Buyer ID
032mc
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « C » de la PARTIE 5 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](#), en vertu de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

OU

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté l'[Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](#) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC – Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

- ☐ B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

PIÈCES DE RECHANGE DU MDN, EMBARCATION D'ASSAUT DE 5,3 M (CANOT
PNEUMATIQUE DE DÉBARQUEMENT)

ANNEXE « A »

**ÉNONCÉ DES BESOINS TECHNIQUES
(EBT)**

POUR

CANOT PNEUMATIQUE DE DÉBARQUEMENT

(EMBARCATION D'ASSAUT DE 5,3 M)

NNO 1940-21-900-2845

21-10-2016

PIÈCES DE RECHANGE DU MDN, EMBARCATION D'ASSAUT DE 5,3 M (CANOT PNEUMATIQUE DE DÉBARQUEMENT)

TABLE DES MATIÈRES

1.0 PORTÉE	4
2.0..DOCUMENTS PERTINENTS	4
2.1..AUTRES PUBLICATIONS	4
3.0 EXIGENCES	5
3.1 CARACTÉRISTIQUES DE L'EMBARCATION	5
3.1.1 MANUELS.....	5
3.2 FABRICATION	6
3.2.1 TISSU.....	6
3.2.1.1 EXIGENCES RELATIVES AU TISSU	6
3.2.2 TUBES DE FLOTTAISON	6
3.2.3 ANNEAUX EN D.....	7
3.2.4 DISPOSITIF DE RETENUE DES CONDUITES D'ESSENCE	7
3.2.5 SUPPORTS POUR PAGAIES.....	7
3.2.6 FOND ET QUILLE PNEUMATIQUES	7
3.2.7 SOUPAPES DE GONFLAGE/DÉGONFLAGE	7
3.2.8 SYSTÈME DE GONFLAGE HAUTE PRESSION.....	8
3.2.9 GESTION DE L'AIR	8
3.2.10 COULEUR	8
3.2.11 CORDAGE.....	9
3.2.12 POIGNÉES DE TRANSPORT	9
3.2.13 BOURRELET DE DÉFENSE	9
3.2.14 BANDES D'USURE	9
3.2.15 ANNEAUX DE REMORQUAGE	9
3.2.16 TABLEAU	9
3.2.17 BOUCHON(S) D'ÉVACUATION DU TABLEAU.....	10
3.2.18 PLANCHER PLIABLE.....	10
3.2.19 POINTS DE LEVAGE DE LA PROUE	10
3.2.20 COMPOSANTS MÉTALLIQUES.....	10
3.2.21 COMPOSANTS EN BOIS.....	11
3.2.22 CORDAGES DE SÉCURITÉ	11
3.2.23 PLAQUES D'IDENTIFICATION	11
3.3 FORMATION	12
3.2.1. AIDES À L'INSTRUCTION	12
4.0 ÉQUIPEMENT AUXILIAIRE	12
4.1 TROUSSES DE RÉPARATION.....	12
4.1.1 SAC POUR TROUSSE DE RÉPARATION.....	13
4.2 POMPE PNEUMATIQUE MANUELLE.....	13

PIÈCES DE RECHANGE DU MDN, EMBARCATION D'ASSAUT DE 5,3 M (CANOT PNEUMATIQUE DE DÉBARQUEMENT)

4.2.1	SAC POUR POMPE PNEUMATIQUE MANUELLE	13
4.3	CAISSES DE RANGEMENT	13
4.4	SAC POUR PAGAIES	14
4.5	PAGAIES	14
4.6	AMARRE.....	14
4.7	BRIDE DE REMORQUAGE.....	14
4.8	MANOMÈTRE.....	14
4.9	ÉLINGUE DE LEVAGE	14
4.10	LISSE DE GENOU	15
4.10	AUTRE ÉQUIPEMENT AUXILIAIRE	15
5.0	PRODUITS LIVRABLES	15
5.1	EMBARCATIONS DE PRÉPRODUCTION	15
5.2	INSPECTION DES EMBARCATIONS DE PRÉPRODUCTION	15
5.3	INSPECTION/ESSAI NON CONCLUANT.....	16
5.4	CONTRÔLE DE CONTRE-INSPECTION.....	16
6.0	ESSAIS.....	16
6.1	ESSAI DE GONFLAGE DES BOUDINS	16
6.2	ÉTANCHÉITÉ.....	16
6.3	POIGNÉES DE TRANSPORT.....	16
6.4	BRIDE DE REMORQUAGE/ANNEAUX EN D DE REMORQUAGE	17
6.5	CORDAGES DE SÉCURITÉ	17
6.6	ÉLINGUE DE LEVAGE EN 4 POINTS ET BOULONS À ŒILLETON DE LEVAGE.....	17
6.7	DOSSIERS D'ESSAI	17
6.8	ESSAI DES PAGAIES.....	18
6.9	ESSAI DE PROPULSION DU MOTEUR EN MER	18
6.10	RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MOTEURS HORS-BORD	19
7.0	INVENTAIRE ET LISTE DE VÉRIFICATION DE L'ÉQUIPEMENT	20

PIÈCES DE RECHANGE DU MDN, EMBARCATION D'ASSAUT DE 5,3 M (CANOT PNEUMATIQUE DE DÉBARQUEMENT)

1. **PORTÉE**

Le présent énoncé des besoins techniques (EBT) définit les exigences techniques relatives à l'acquisition de canots pneumatiques de débarquement par le Centre national du contrôle des stocks (CNCS) pour le remplacement de 350 embarcations d'assaut pneumatiques de 12 places. Ces embarcations continueront d'être utilisées par des sapeurs de combat, des éclaireurs-patrouilleurs et des membres de l'infanterie des Forces armées canadiennes et d'autres groupes du MDN pour accomplir différentes tâches et opérations spécialisées qui nécessitent un moyen de déploiement rapide en terrain accidenté.

2. **DOCUMENTS PERTINENTS**

Les documents suivants font partie de l'énoncé des besoins techniques dans la mesure indiquée dans le présent document.

- | | | |
|----|---------------------|--|
| a) | C-28-020-001/TB-001 | ESSAIS DES APPAREILS DE LEVAGE EMBARQUÉS |
| b) | D-LM-008-011/SF-001 | PRÉPARATION ET UTILISATION DES CODES D'EXIGENCE EN MATIÈRE D'EMBALLAGE |
| c) | D-01-100-215/SF-000 | PRÉPARATION DES AVIS DE CHANGEMENT DU MATÉRIEL |
| d) | D-02-006-008/SG-001 | MODIFICATION, ÉCART ET DÉROGATION PAR RAPPORT AU MODÈLE |
| e) | D-02-002-001/SG-001 | IDENTIFICATION DU MATÉRIEL APPARTENANT AUX FORCES CANADIENNES |
| f) | D-23-010-113/SF-001 | TROUSSE DE RÉPARATION POUR CANOT PNEUMATIQUE |
| g) | D-01-100-214/SF-000 | LA PRÉPARATION DES DOCUMENTS D'APPROVISIONNEMENT EN MATÉRIEL |

2.1 **AUTRES PUBLICATIONS**

Les documents suivants font partie intégrante de la présente spécification dans la mesure prescrite par cette dernière. La version en vigueur à la date de l'attribution du contrat s'applique.

- | | | |
|----|------------|--|
| a) | TP 1332(F) | NORMES DE CONSTRUCTION POUR LES PETITS BÂTIMENTS |
| b) | ISO – 9001 | SYSTÈME DE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ |

PIÈCES DE RECHANGE DU MDN, EMBARCATION D'ASSAUT DE 5,3 M (CANOT
PNEUMATIQUE DE DÉBARQUEMENT)

3.0 EXIGENCES

3.1 Caractéristiques de l'embarcation : Le canot doit, au minimum, satisfaire aux critères suivants :

- a) Le canot pneumatique doit pouvoir accueillir 12 personnes et l'équipement auxiliaire;
- b) La capacité de charge du canot doit être d'au moins : 1 690 kg (3 725 lb);
- c) La longueur totale du canot doit se situer entre : 5,2 et 5,5 mètres (17,1 et 18,1 pieds);
- d) La largeur hors tout du canot doit se situer entre 2,0 et 2,15 mètres (6,9 et 7 pieds);
- e) Les canots pneumatiques doivent pouvoir fonctionner au moyen d'un moteur hors-bord à arbre long de 75 hp;
- f) Le poids à vide du canot doit être d'au plus 182 kg (400 lb);
- g) La surface de plancher utile doit être d'au moins 3,3 mètres carrés;
- h) Le dessous du plancher doit pouvoir résister à l'abrasion attribuable aux échouages fréquents et causée par le sable, le gravier, les roches de formes irrégulières, le béton, les débris et les coraux.
- i) Le canot pneumatique doit pouvoir remorquer une plate-forme de taille et de poids comparables ou être remorqué par une telle plate-forme.
- j) Le canot pneumatique doit rester à flot lorsqu'il est rempli à pleine capacité, alors que la soute est complètement remplie d'eau.
- k) Il doit être possible d'entreposer le canot pneumatique pour une période prolongée (au moins 1 an) alors qu'il est plié ou gonflé dans un environnement climatique contrôlé (entrepôt de la base).

3.1.1 Manuels : Il incombe au soumissionnaire de fournir des manuels bilingues, notamment :

- a) un manuel d'entretien indiquant toutes les exigences recommandées du fabricant en matière d'entretien quotidien, hebdomadaire et mensuel pour tous les composants du bateau, du moteur et de l'équipement auxiliaire;
- b) un manuel des pièces comprenant tous les dessins techniques des composants accompagnés de liste des pièces des composants et des pièces de rechange ainsi que des numéros de pièce de tous les articles utilisés;
- c) un manuel de l'opérateur indiquant les procédures d'utilisation générale de l'embarcation, incluant les instructions d'assemblage/de gonflage, les procédures de sécurité et les paramètres de fonctionnement. Le manuel de l'opérateur doit également comprendre les instructions d'installation du moteur, ainsi que les limites et les procédures de sécurité.

PIÈCES DE RECHANGE DU MDN, EMBARCATION D'ASSAUT DE 5,3 M (CANOT PNEUMATIQUE DE DÉBARQUEMENT)

Tous les manuels doivent être présentés de manière à ce que l'anglais et le français soient placés côte à côte. Deux (2) ensembles de manuels bilingues (anglais et français combinés) doivent être envoyés à l'autorité contractante et au responsable technique aux fins d'approbation dans les 30 jours suivant l'attribution du contrat. Le responsable technique conservera deux (2) ensembles d'exemplaires approuvés. Chaque canot pneumatique doit être accompagné de deux exemplaires des manuels bilingues approuvés à l'intention des utilisateurs finaux. Les exemplaires qui accompagnent chaque canot pneumatique devront être protégés par un sac étanche résistant.

3.2 FABRICATION : Les canots devront être fabriqués comme suit :

3.2.1 Tissu : Le tissu utilisé pour la fabrication des pièces gonflables du canot doit être un polyéthylène chlorosulfoné (PCS) de qualité militaire tissé, connu également sous le nom de Hypalon® ou un polyuréthane de qualité militaire protégé contre les rayons UV. Il est obligatoire que le tissu soit capable de résister, sans présenter de fissures ou de délaminage malgré les opérations fréquentes de pliage, dépliage, gonflage, dégonflage et malgré l'abrasion lorsqu'exposé à un froid et une chaleur extrêmes (-19 degrés C/+46 degrés C). Le fil utilisé pour garnir, former et mouler toutes les pièces doit être fabriqué de polyamide ou de polyester de qualité marine qui résiste aux rayons UV en plus d'être à l'épreuve du sel et des produits pétroliers.

Nota** : Le tissu fourni doit pouvoir faire l'objet de réparation d'urgence/opérationnelle semi-permanente en campagne pour la durée de la mission par les opérateurs de bateau d'assaut. Ce type de réparation doit pouvoir s'effectuer en moins de 35 minutes sans recourir à une source d'électricité externe, à des outils ou à un équipement autre que ceux qu'on retrouve dans la trousse de réparation de l'équipement auxiliaire du bateau.

3.2.1.1 Exigences relatives au tissu

- a) Indiquer la résistance à la déchirure de la chaîne et de la trame;
- b) Indiquer la résistance à la traction de la chaîne et de la trame;

3.2.2 Tubes de flottaison : Les tubes de flottaison doivent être subdivisés en au moins cinq (5) compartiments. L'ensemble de tubes devra également être agencé de telle sorte que si l'étanchéité d'un des compartiments est compromise, les compartiments intacts seront à même de maintenir à flot le canot chargé. Les tubes de flottaison et la quille doivent pouvoir être gonflés rapidement à l'aide la trousse de gonflage haute pression. Chaque compartiment doit être muni d'une valve de gonflage/dégonflage et d'une soupape de décharge.

PIÈCES DE RECHANGE DU MDN, EMBARCATION D'ASSAUT DE 5,3 M (CANOT
PNEUMATIQUE DE DÉBARQUEMENT)

3.2.3 Anneaux en D : Les tubes de flottaison doivent comporter au moins dix (10) anneaux en D placés à intervalles réguliers sur l'ensemble de tubes sous l'axe longitudinal central supérieur intérieur. Les anneaux en D doivent servir à fixer de l'équipement. Pour diversifier la configuration en cours d'utilisation, deux (2) anneaux en D doivent être installés sur l'avant afin de retenir le réservoir à carburant souple sur l'avant, alors que deux (2) anneaux en D doivent être installés sur l'arrière afin qu'on puisse installer un réservoir de carburant souple, et ce, selon la mission qu'on doit réaliser.

3.2.4 Dispositif de retenue des conduites d'essence : L'embarcation d'assaut doit comporter un dispositif permettant de soutenir et de fixer solidement une conduite d'essence souple qui s'étend de l'avant à l'arrière de l'embarcation. Le dispositif de retenue pour conduite d'essence doit se trouver dans la partie inférieure de l'ensemble de tubes, à l'intérieur, du côté bâbord. La conduite d'essence doit pouvoir être insérée facilement dans le dispositif de retenue et ce dernier doit être placé de façon à ne pas empêcher les utilisateurs d'effectuer les différentes fonctions requises à bord et à ne pas nuire à l'installation du plancher pliable. De plus, celui-ci ne doit pas s'encrasser lors de l'installation du plancher pliable.

3.2.5 Supports pour pagaies : Deux (2) ensembles de supports pour pagaies doivent être posés sur la partie inférieure de l'ensemble de tubes, à l'intérieur, soit un (1) à bâbord et un (1) à tribord. Chaque ensemble doit pouvoir soutenir deux (2) pagaies chacun et doit être placé de façon à ne pas empêcher les utilisateurs d'effectuer les différentes fonctions requises à bord.

3.2.6 Fond et quille pneumatique : Le fond et la quille pneumatique, conjointement avec le plancher pliable, doivent être conçus de manière à assurer la manœuvrabilité et la rigidité de l'embarcation. La quille pneumatique doit pouvoir être gonflée rapidement à l'aide de la trousse de gonflage haute pression.

3.2.7 Valves de gonflage/dégonflage : Des valves de gonflage/dégonflage devront être fournies et installées par l'entrepreneur. Chacune des valves devra répondre aux exigences suivantes : Pour faciliter l'accès aux valves, ces dernières devront être situées sur le côté intérieur de chaque compartiment des tubes de flottaison sans dépasser la ligne de flottaison. L'emplacement des valves ne doit présenter aucun risque de trébuchement et ne doit pas nuire aux mouvements des utilisateurs lorsqu'ils montent sur le tube de flottaison principal ou qu'ils se déplacent à l'intérieur de l'embarcation. La pression d'exploitation des tubes devra être imprimée de manière indélébile à côté de chaque valve. Les lettres et les chiffres devront mesurer environ 25,4 mm de hauteur. La pression devra être indiquée en millibars et en lb/po². Toutes les valves doivent être compatibles avec le système de gonflage haute pression. Les valves doivent bénéficier d'une protection maximale grâce à des capuchons visant à prévenir l'infiltration de contaminants indésirables ou leur manipulation accidentelle alors qu'elles sont utilisées.

PIÈCES DE RECHANGE DU MDN, EMBARCATION D'ASSAUT DE 5,3 M (CANOT
PNEUMATIQUE DE DÉBARQUEMENT)

3.2.8 Système de gonflage haute pression (SGHP) : L'entrepreneur doit fournir un système de gonflage haute pression comportant les éléments suivants :

1. Deux (2) bouteilles de gaz haute pression en composite de carbone ou un concept comparable approuvé par l'autorité technique. Les bouteilles doivent être protégées de manière inhérente contre l'abrasion. Les bouteilles doivent présenter une pression de travail de 3 000 lb/po ca (206 bars). L'entrepreneur doit fournir des bouteilles contenant suffisamment d'air sous pression pour pouvoir gonfler totalement le canot avec un seul réservoir. Le calendrier d'entretien des bouteilles doit prévoir la réalisation d'un essai hydrostatique au moins tous les cinq ans et une espérance de vie d'au moins 15 ans. Tous les raccords doivent être à raccordement rapide et ne doivent nécessiter aucun outil spécial. Un sac de rangement (caisse) doit être fourni afin de ranger les bouteilles en plus de présenter une poche interne indépendante durable pour les boyaux.
2. Les valves du SGHP doivent être munies d'un régulateur intégré (premier étage) ou d'une chape de conception comparable approuvée par le responsable technique. La pression de travail des valves doit être d'au moins 3 000 lb/po ca (206 bars). Les valves doivent être fabriquées de métal afin d'offrir une résistance maximale contre les chocs. Le système de gonflage haute pression doit être compatible avec les valves de gonflage.
3. Deux (2) boyaux de gonflage haute pression d'une longueur de 3,7 mètres (12 pieds) munis chacun d'une buse de gonflage manuel et de valves de déclenchement.

3.2.9 Gestion de l'air : Le système de gestion de l'air doit être fabriqué de matériaux ayant une résistance élevée à la corrosion (p. ex. acier inoxydable, laiton) et une résistance élevée aux dommages qui pourraient être causés au moment du pliage et du rangement de l'embarcation. Les composants extérieurs des soupapes doivent être revêtus ou traités (p. ex. galvanoplastie, polissage électrolytique/passivation) de façon à résister à la corrosion. Le système de gestion de l'air doit pouvoir gonfler tous les compartiments de l'embarcation à partir d'une seule valve de gonflage haute pression. Le système de gestion de l'air doit comporter un flexible de circulation d'air haute pression intégré à l'ensemble de tubes, dans le sens longitudinal, au bas, de chaque côté. Les bouteilles d'air d'alimentation doivent fournir l'air comprimé à la pression normalisée prescrite par l'industrie aux flexibles de circulation d'air haute pression, respectivement, et un distributeur d'air doit fournir l'air à la pression prescrite aux différents compartiments.

***NOTA – LE GONFLAGE TOTAL DU CANOT PNEUMATIQUE DOIT PRENDRE AU PLUS 5 MINUTES.**

3.2.10 Couleur du matériau extérieur : Le canot pneumatique doit être de couleur noir terne (tissu éprouvé, ensemble de tubes, cordages de sécurité, tableau, plancher

PIÈCES DE RECHANGE DU MDN, EMBARCATION D'ASSAUT DE 5,3 M (CANOT
PNEUMATIQUE DE DÉBARQUEMENT)

pliable, dessous, pagaies, bourrelet de défense et caisses). Aucun matériau réfléchissant ne peut être utilisé.

3.2.11 Cordage : L'ensemble du cordage fixé au canon pneumatique doit être de couleur noire et constitué de fibres synthétiques résistantes à l'eau et imputrescibles, comme du polypropylène et/ou du nylon tressé à 3 brins.

3.2.12 Poignées de transport : Au moins cinq (5) poignées de transport robustes doivent être placées de chaque côté du canot, sur l'axe longitudinal des tubes de flottaison, directement au-dessus du bourrelet de défense. Les poignées doivent être placées de façon à équilibrer le poids du canot pneumatique dans la mesure du possible. Ces poignées doivent être suffisamment élevées pour empêcher les embruns de venir en contact avec l'eau lors des déplacements. Elles doivent être faites de nylon robuste et comporter des prises en PVC. Elles doivent pouvoir être utilisées avec des mains gantées. Chaque poignée de transport doit pouvoir résister à une force de traction statique de 114 kg. L'entrepreneur doit installer une poignée de transport en acier inoxydable avec revêtement de couleur noire à la proue, au-dessus de la ligne de flottaison. La poignée doit pouvoir résister à une force de traction statique de 227 kg.

3.2.13 Bourrelet de défense : Un bourrelet de défense robuste doit être fixé sur le pourtour extérieur de l'embarcation, sur l'axe longitudinal des tubes de flottaison. Le bourrelet doit être en forme de D ou nervuré. Il doit présenter au moins 150 mm (6 po) de largeur et 12,2 mm (1/2 po) d'épaisseur au centre. Le bourrelet doit protéger le canot lorsque celui-ci est amarré le long du quai, et dévier les embruns lors d'un déplacement sur l'eau.

3.2.14 Bandes d'usure : Un tissu enduit robuste, comme le PVC ou un produit durable équivalent approuvé par le RT, doit être installé de manière à disposer les bandes d'usure dans le sens de la longueur sur la quille gonflable, ainsi que sur le dessous des tubes à bâbord et à tribord afin d'assurer une protection additionnelle lors du plageage.

3.2.15 Anneaux de remorquage : Deux (2) anneaux de remorquage en acier inoxydable enduits de noir doivent être installés sur la surface inférieure avant des chambres de flottaison, l'un à bâbord du canot et l'autre à tribord. Les anneaux de remorquage doivent pouvoir résister à une force de traction statique à l'horizontale de 680 kg.

3.2.16 Tableau : Le tableau doit être fabriqué de contreplaqué de qualité marine supérieure ou d'un composite de carbone ou d'un matériau approuvé par le responsable technique. Celui-ci doit pouvoir accueillir un moteur hors-bord à 4 temps de 75 hp et muni d'un arbre long. Le tableau doit faire partie intégrante du canot. La hauteur verticale du tableau doit être comprise entre 500 mm et 550 mm au niveau du moteur. L'angle du tableau doit garantir un rendement optimal du moteur utilisé tel que recommandé par le fabricant. Une plaque de montage métallique résistante à la corrosion, en acier inoxydable ou en aluminium anodisé, doit être installée sur le

PIÈCES DE RECHANGE DU MDN, EMBARCATION D'ASSAUT DE 5,3 M (CANOT PNEUMATIQUE DE DÉBARQUEMENT)

tableau, côté intérieur, pour recevoir les brides de fixation du moteur hors-bord. Une plaque d'aluminium anodisé doit être installée sur le côté extérieur, pour recevoir les brides d'appui du moteur hors-bord. Deux (2) boulons en U doivent être installés à l'intérieur du tableau afin de retenir solidement la chaîne de sécurité du moteur hors-bord et au niveau des points durs qui font partie de l'appareil de levage. Deux (2) autres boulons en U répartis uniformément doivent être installés sur l'arrière du tableau à des fins de remorquage et de fixation. Une bande en acier inoxydable doit recouvrir le bord inférieur de tableau pour éviter que ce dernier soit endommagé au moment de l'échouage.

3.2.17 Bouchon(s) d'évacuation du tableau : Les canots doivent être munis d'un système permettant d'évacuer rapidement et de manière efficace de grandes quantités d'eau à haute et à basse vitesses et lorsqu'ils sont chargés au maximum. L'eau qui reste emprisonnée entre le fond absolu et le plancher pliable doit pouvoir être facilement vidangée par le tableau en inclinant légèrement l'embarcation lorsque celle-ci est à terre.

3.2.18 Plancher pliable : Le plancher pliable doit être fabriqué d'un matériau insonorisant, durable et à l'épreuve de la corrosion. À plat, le plancher devra adhérer à la planche du propulseur, au tableau et aux joints latéraux situés entre les tubes de flottaison et le fond en toile. Un système de fixation rapide doit être prévu devant le propulseur d'étrave, derrière le tableau, ainsi qu'à bâbord et à tribord sur le dessous des tubes de flottaison. Le plancher pliable doit pouvoir être retiré lorsque le canot est dégonflé. Le plancher pliable doit comporter, à l'avant et à l'arrière, deux (2) séries d'anneaux en D articulés pour fixer le réservoir à carburant souple.

***Nota 1 :** Un plancher pliable type présentera une surface fabriquée de lattes d'aluminium ou de composite placées à l'intérieur d'une gaine épaisse à l'épreuve des intempéries et de la pourriture.

3.2.19 Points de levage de la proue : L'embarcation doit comporter, à l'avant, deux (2) anneaux en D articulés pour fixer l'élingue de levage. Les points de levage à l'avant et à l'arrière doivent pouvoir résister à une force de traction statique de 680 kg (charge maximale d'utilisation).

3.2.20 Composants métalliques : Les pièces métalliques utilisées dans la construction du canot doivent être constituées d'un matériau non corrosif robuste et léger, adapté à une utilisation dans un milieu marin, par exemple : acier inoxydable conforme à la norme SAE 30316 ou alliage d'aluminium anodisé. Toutes les pièces et tous les rebords de métal usinés doivent être configurés de manière adéquate et présenter un fini lisse et arrondi afin de prévenir les blessures corporelles, l'usure due au frottement et la perforation du tissu.

PIÈCES DE RECHANGE DU MDN, EMBARCATION D'ASSAUT DE 5,3 M (CANOT
PNEUMATIQUE DE DÉBARQUEMENT)

3.2.21 Composants en bois : Les composants en bois doivent être faits en bois ou en contreplaqué de qualité marine élevée. Les fibres de bois transversales doivent être scellées de façon à ne pas être exposées aux éléments.

3.2.22 Cordages de sécurité : Un cordage de sécurité de 5/8 po doit entourer complètement le côté extérieur supérieur des tubes en plus d'être muni d'anneaux en D répartis de manière uniforme de l'avant vers l'arrière. Le cordage de sécurité doit être placé de manière à ne pas compromettre la fonctionnalité de la lisse de genou. Tous les points de fixation du cordage de sécurité doivent être capables de résister à une force de traction statique d'au moins 160 kg.

3.2.23 Plaques d'identification : L'entrepreneur doit fournir des plaques d'identification dans les deux langues officielles du Canada, conformément à la norme du MDN D-02-002-001/SG-001. Les plaques d'identification doivent être placées de chaque côté du canot, soit sur les côtés supérieurs gauche et droit du tableau. Les plaques doivent être de forme rectangulaire et mesurer au moins 76 mm sur 127 mm (3 po sur 5 po) ou au plus 127 mm sur 178 mm (5 po sur 7 po). Les plaques d'identification doivent être constituées d'aluminium anodisé ou d'un autocollant émaillé en plastique durable non amovible qui renferme à tout le moins l'information suivante :

- (a) CANOT PNEUMATIQUE DE DÉBARQUEMENT;
- (b) EMBARCATION D'ASSAUT DE 5,3 M;
- (c) NNO 1940-21-900-2845;
- (d) Numéro de série du fabricant de l'équipement d'origine (OEM) et numéro de coque du MDN, p. ex. 17-33-01;
- (e) PUISSANCE MAXIMALE (HP) RECOMMANDÉE PAR LE FABRICANT D'ORIGINE;
- (f) NUMÉRO DE CODE NCAGE DU FABRICANT D'ORIGINE (nom et emplacement);
- (g) NUMÉRO DE CONTRAT ****;
- (h) ANNÉE ET MOIS DE FABRICATION;
- (i) DND CANADA MDN;
- (j) Charge maximale d'utilisation des points de levage;
- (k) Charge maximale d'utilisation de l'élingue de levage;
- (l) Poids du canot vide;
- (m) Capacité de remorquage.

***NOTA 1 :** Les détails (a) à (i) ci-dessus doivent apparaître sur une (1) plaque d'identification. Si l'espace le permet, il est possible d'inscrire les détails (j) à (m) sur la même plaque. Autrement, utiliser une plaque d'identification additionnelle pour les détails (j) à (m).

***NOTA 2 :** Le numéro de série doit être composé des deux (2) derniers chiffres de l'année de fabrication (p. ex. 17) suivis du numéro d'enregistrement de l'équipement de la Marine royale canadienne (p. ex. 339), puis du numéro

PIÈCES DE RECHANGE DU MDN, EMBARCATION D'ASSAUT DE 5,3 M (CANOT
PNEUMATIQUE DE DÉBARQUEMENT)

d'ordre de fabrication de l'embarcation (p. ex. 01, 02, 03 et ainsi de suite). Les dessins des plaques d'identification et des plaques de spécification (le cas échéant) doivent être soumis au responsable technique aux fins d'approbation au moins 30 jours civils avant le début de la production.

3.3 FORMATION : L'entrepreneur doit offrir la formation des membres du cadre initial d'instructeurs du MDN à la BFC de Gagetown, Nouveau-Brunswick, c'est-à-dire : la formation des opérateurs, la formation consacrée à la maintenance, ainsi que la formation portant sur les méthodes de réparation d'urgence et de réparation permanente. La formation doit être dispensée à un groupe d'au plus 12 membres du personnel dans les 30 jours après la livraison du premier canot.

3.3.1 Aides à la formation : L'entrepreneur doit fournir tout le matériel d'instruction nécessaire à la formation des membres du cadre initial d'instructeurs et distribuer deux (2) exemplaires du plan de cours, des documents d'instruction, ainsi que des manuels de formation bilingues.

4.0 ÉQUIPEMENT AUXILIAIRE : Les éléments suivants figurent sur la liste de vérification de l'équipement auxiliaire et devront tous être disponibles sur chaque canot pneumatique :

4.1 Trousse de réparation : Une trousse de réparation d'urgence et permanente doit être fournie pour chaque bateau. Ces trousse de réparation doivent comprendre les articles suivants :

- a) papier abrasif de grain 60 – QTÉ 1 feuille
- b) crayon gras blanc – QTÉ 1
- c) ruban de réparation pour tout genre de fuites – 1 rouleau
- d) ensemble de bouchons en caoutchouc de réparation rapide, souples, creux, à filetage hélicoïdal conique :
 - bouchon à base de 0,750 po et à longueur hors tout de 2,250 po – QTÉ 1
 - bouchon à base de 1,500 po et à longueur hors tous de 3,250 po – QTÉ 1
 - bouchon à base de 2,000 po et à longueur hors tout de 4,000 po – QTÉ 1
- e) ciseaux industriels à pointes arrondies – QTÉ 1
- f) pièces de tissu circulaires d'un diamètre de 6 po de couleur noire – QTÉ 6
- g) instructions de réparation imprimées sur un matériau résistant à l'eau – QTY 1
- h) pinceau de 25 mm
- i) ou trousse complète de réparation d'urgence de campagne convenant au type de tissu utilisé et qu'on pourra utiliser afin de procéder à des réparations d'urgence dans le cadre de six (6) incidents, et ce, conformément aux exigences énoncées au paragraphe 3.2.1
- j) trousse complète pour réparation permanente convenant au type de tissu utilisé et qu'on pourra utiliser afin de procéder à des réparations d'urgence

PIÈCES DE RECHANGE DU MDN, EMBARCATION D'ASSAUT DE 5,3 M (CANOT PNEUMATIQUE DE DÉBARQUEMENT)

dans le cadre de six (6) incidents, et ce, conformément aux exigences énoncées au paragraphe 3.2.1

4.1.1 Sac pour trousse de réparation : L'entrepreneur doit fournir un sac robuste en tissu imperméable pour les articles de la trousse de réparation. Le sac de la trousse de réparation doit comporter un rabat avec deux (2) courroies réglables en nylon munies d'attaches FASTEX^{MC}. Le sac doit pouvoir être transporté et doit aussi pouvoir être fixé solidement à l'intérieur de l'ensemble de tubes, à l'arrière à tribord, à l'aide de sangles réglables ou d'un système de laçage qui empêchent le sac de s'ouvrir pendant le déplacement. Ce système de retenue doit être muni d'un système ajustable de sangles et/ou de lacets pour éviter que le sac ne s'entrouvre en cours d'utilisation, sans compter que l'emplacement du sac ne doit pas gêner les utilisateurs. La conception du sac, son emplacement ainsi que le matériau utilisé pour sa confection doivent être soumis au responsable technique aux fins d'approbation dans les 30 jours suivant l'attribution du contrat.

4.2 Pompe pneumatique manuelle : Deux (2) pompes pneumatiques durables à grande capacité avec flexibles, manomètres et raccords compatibles avec les soupapes de gonflage, doivent être fournis pour chaque canot. Les pompes doivent être de fabrication robuste et doivent pouvoir gonfler le canot à la pression d'utilisation prescrite en moins de 10 minutes. La pompe doit également permettre d'évacuer l'air des chambres du canot avant qu'on ne réemballe celui-ci. La pompe pneumatique doit fonctionner à des températures variant de -19 °C à +46 °C.

4.2.1 Sac pour pompe pneumatique manuelle : L'entrepreneur doit fournir deux (2) sacs robustes et étanches capables d'accueillir les pompes pneumatiques et l'équipement connexe. Les sacs pour pompe pneumatique doivent comporter un rabat avec deux (2) courroies réglables en nylon munies d'attaches FASTEX^{MC}. Les sacs doivent pouvoir être transportés et doivent aussi pouvoir être fixés solidement dans le bas de l'ensemble de tubes, à l'avant à tribord et à l'arrière à bâbord, à l'aide de sangles réglables ou d'un système de laçage qui empêchent les sacs de s'ouvrir pendant le déplacement. Ce système de retenue doit être muni d'un système ajustable de sangles et/ou de lacets pour éviter que le sac ne s'entrouvre en cours d'utilisation, sans compter que l'emplacement du sac ne doit pas gêner les utilisateurs. La conception du sac, son emplacement ainsi que le matériau utilisé pour sa confection doivent être soumis au responsable technique aux fins d'approbation dans les 30 jours suivant l'attribution du contrat.

4.3 Caisse(s) de rangement : Deux (2) caisses de rangement en tissu robuste comportant chacune huit (8) poignées de transport. Une (1) caisse doit permettre de ranger le canot dégonflé et le plancher pliable. Une (1) caisse doit être prévue afin de ranger l'équipement auxiliaire, ainsi que les pagaies avec le sac pour pagaies. Les

PIÈCES DE RECHANGE DU MDN, EMBARCATION D'ASSAUT DE 5,3 M (CANOT
PNEUMATIQUE DE DÉBARQUEMENT)

poignées doivent être placées de façon que le poids de l'équipement dans la caisse soit réparti également sur chacune. Elles doivent être faites d'un matériau robuste et comporter des prises solides. Elles doivent pouvoir être utilisées avec des mains gantées. L'assemblage de la caisse doit être réalisé au moyen d'un fil robuste et par des méthodes de couture efficaces. La conception et le matériau utilisé pour sa confection doivent être soumis au responsable technique aux fins d'approbation dans les 30 jours suivant l'attribution du contrat.

4.4 Sac pour pagaies : Un sac séparé destiné à recevoir les pagaies doit être fabriqué. Ce sac doit entrer dans la caisse auxiliaire. La conception et le matériau utilisé pour sa confection doivent être soumis au responsable technique aux fins d'approbation dans les 30 jours suivant l'attribution du contrat.

4.5 Pagaies : Douze (12) pagaies flottantes de cinq (5) pieds de longueur, faites de matériau composite de pointe ou d'aluminium et de plastique rigide, doivent être fournies pour chaque embarcation. Les pagaies font partie de l'équipement auxiliaire. Pendant l'étape de préproduction, l'entrepreneur doit envoyer un échantillon de pagaie au responsable technique aux fins d'évaluation. Si l'article est jugé conforme, une approbation écrite sera fournie par l'autorité contractante et le responsable technique.

4.6 Amarre : Une amarre constituée d'un cordage de nylon ou de polyester tressé de 12,7 mm (1/2 po) de diamètre et de 7,62 m (25 po) de longueur, comportant un (1) mousqueton pivotant industriel en acier inoxydable fixé par épissure à une extrémité, ainsi qu'une épissure renversée sur le bout fixe du cordage.

4.7 Bride de remorquage : Une bride de remorquage constitué de deux sections d'un cordage de nylon ou de polyester tressé de 5/8 po fixées au moyen d'une épissure à un anneau central en acier inoxydable, l'extrémité de chaque section d'une longueur d'au moins 2,44 m (8 pi) devant être munie d'un mousqueton pivotant industriel en acier inoxydable fixé au moyen d'une épissure.

4.8 Manomètre : Un manomètre étalonné de 0 à 690 mbar (0 à 10 lb/po²), permettant de mesurer la pression dans les tubes de flottaison, doit être fourni avec chaque embarcation. Ce manomètre doit être compatible avec les soupapes de gonflage/dégonflage.

4.9 Élingue de levage : Une élingue de levage en quatre (4) points présentant une charge minimale d'utilisation capable de soulever le poids combiné du canot, ainsi qu'un opérateur, la charge de carburant maximale et un moteur hors-bord à puissance maximale doivent accompagner chaque canot pneumatique. L'élingue doit comporter un anneau en acier inoxydable en forme de poire éprouvé servant de point de levage supérieur. La distance entre la tringle en forme de poire et le tablier du canot pneumatique doit se situer entre 1,2 et 1,5 mètre au niveau de la proue avec une inclinaison de 5 degrés dans des conditions de charge normales (canot, équipement

PIÈCES DE RECHANGE DU MDN, EMBARCATION D'ASSAUT DE 5,3 M (CANOT
PNEUMATIQUE DE DÉBARQUEMENT)

auxiliaire, moteurs hors-bord). L'élingue doit être fabriquée de fibres de polyéthylène de haut module (HMPE), du produit AMSTEEL® BLUE ou d'une autre matière synthétique appropriée autorisée par l'autorité technique.

4.10 Lisse de genou : Une lisse de genou universelle fabriquée d'une toile robuste et durable, placée sous la ligne centrale horizontale sur l'extérieur à bâbord et à tribord du tube afin de faciliter le pagayage doit être installée. La lisse de genou ne doit aucunement compromettre la fonctionnalité des bourrelets de défense ou des poignées de transport.

4.11 Autre équipement auxiliaire : En plus de l'équipement auxiliaire énoncé ci-dessus, chaque canot pneumatique doit comprendre une (1) écope pour petit bateau avec câble contenant les éléments suivants :

- a) une (1) petite ancre à grappin pliante munie d'un câble synthétique de 10 m;
- b) une lampe de poche étanche à haute visibilité pour milieu marin (piles et ampoule de rechange);
- c) deux (2) lignes d'attrape avec anneau de sauvetage;
- d) un (1) couteau de sûreté flottant de qualité marine.

5.0 Produits livrables : En plus des produits livrables énoncés précédemment, l'entrepreneur doit fournir :

5.1 Embarcations de préproduction : L'entrepreneur doit fabriquer deux (2) embarcations de préproduction conformes au présent EBT avec toutes les pièces et tous les matériaux précisés. Les embarcations de préproduction doivent être approuvées par le Canada avant la fabrication des embarcations restantes. Les embarcations de préproduction et l'équipement connexe doivent être fabriqués et fournis dans les quatre-vingt-dix (90) jours qui suivent l'attribution du contrat. L'autorité contractante, le responsable technique et le responsable de l'inspection doivent être informés au moins trente (30) jours avant la tenue des essais prévus. Tous les documents relatifs aux données d'essai doivent être fournis sur demande au Canada. Aux étapes de préproduction et de production, les embarcations ne doivent comporter aucune rustine.

5.2 Inspection des embarcations de préproduction : Le responsable de l'inspection ou le responsable technique doit inspecter les embarcations de préproduction, avec tout l'équipement auxiliaire ainsi que les caisses de rangement. L'inspection se fera dans les installations de l'entrepreneur. En plus des essais de préproduction définis, le Canada se réserve le droit de procéder à n'importe quel autre essai décrit dans le présent EBT. Tout échec à l'un de ces essais aura les mêmes conséquences qu'un échec à un essai de préproduction.

PIÈCES DE RECHANGE DU MDN, EMBARCATION D'ASSAUT DE 5,3 M (CANOT
PNEUMATIQUE DE DÉBARQUEMENT)

5.3 Inspection/essai non concluant : Les embarcations de préproduction qui, suite aux inspections et aux essais, ne répondent pas aux exigences prescrites dans ce document seront rejetées. L'entrepreneur doit corriger toutes les lacunes sans frais pour le Canada. L'entrepreneur devra fournir une preuve objective de correction de toutes les lacunes avant que le Canada ne procède à l'approbation des embarcations de préproduction. Le Canada peut décider de procéder à des inspections et à des essais additionnels pour s'assurer qu'on a corrigé toutes les lacunes, et ce, sans le moindre coût. La production des autres embarcations prévues dans ce contrat doit débiter lorsque les embarcations de préproduction sont approuvées.

5.4 Contrôle de contre-inspection : Le responsable de l'inspection ou le responsable technique choisira des embarcations au hasard pendant la période de production afin de vérifier si elles satisfont aux exigences du présent EBT.

6.0 Essais : Les essais suivants doivent être réalisés et consignés pour chacune des embarcations de préproduction en présence du responsable technique et/ou du responsable de l'inspection. Le Canada est autorisé en tout temps à procéder à l'essai de tout canot pneumatique prévu dans ce contrat à partir de la ligne de production.

6.1 Essai de gonflage des boudins : L'entrepreneur doit faire évaluer tous les composants gonflables de la manière décrite à l'appendice 1 de l'annexe A. Ces essais doivent être réalisés après la fabrication et une fois l'assemblage terminé.

- Essai de surpression
- Essai des soupapes de sûreté
- Essai de pression des cloisons
- Essai de rétention de l'air (24 heures)

6.2 Étanchéité : L'entrepreneur doit gonfler complètement le canot, incluant les panneaux de plancher, à la pression prescrite et placer ensuite le canot dans une eau suffisamment profonde afin qu'il puisse ainsi flotter librement lorsqu'il est chargé au maximum. L'entrepreneur doit placer à bord du canot un poids de 680 kg réparti uniformément et laisser le canot dans l'eau avec la quille de niveau pendant une (1) heure. Au bout d'une (1) heure, vérifier si l'eau a pénétré dans le canot. Toute infiltration d'eau constitue un échec à l'essai.

6.3 Poignées de transport : L'entrepreneur doit gonfler complètement le canot à la pression prescrite, incluant le plancher pliable, et y placer ensuite un poids de 680 kg réparti uniformément. L'entrepreneur doit fixer une cellule de charge électronique calibrée sur la première poignée de transport, insérer une élingue de levage à configuration plate dans la poignée pour ensuite exercer une charge statique verticale de 114 kg (250 lb) pendant trois (3) minutes. Après les trois (3) minutes, on ne doit constater aucun signe de séparation de la poignée au niveau du tube de flottaison ou

PIÈCES DE RECHANGE DU MDN, EMBARCATION D'ASSAUT DE 5,3 M (CANOT
PNEUMATIQUE DE DÉBARQUEMENT)

aucun signe de fissure au niveau du point d'adhésion. Effectuer cette opération avec toutes les poignées de transport.

La poignée de proue doit être mise à l'essai en exerçant une traction statique de 159 kg (350 lb) pendant trois (3) minutes à l'horizontale. Tout signe de déformation ou de défaillance mécanique constituera un échec à l'essai.

6.4 Bride de remorquage/anneaux en D de remorquage : L'entrepreneur doit gonfler l'embarcation, avec le plancher pliable, à la pression prévue. L'entrepreneur doit fixer la bride de remorquage aux points de remorquage avant et fixer ensuite les deux (2) points de remorquage avec anneau en D sur un tableau ou sur un point d'ancrage approprié retenu au plancher. L'entrepreneur doit placer une cellule de charge électronique étalonnée entre le câble de remorquage et un point d'ancrage approprié. Il doit ensuite exercer une force horizontale statique de 454,5 kg et maintenir celle-ci pendant trois (3) minutes. Il ne devrait pas y avoir de signe de déformation permanente ni de défaillance mécanique du câble de remorquage ou des anneaux en D de remorquage. Tout signe de décollement, de déformation ou de défaillance mécanique constituera un échec à l'essai.

6.5 Cordages de sécurité : L'entrepreneur doit gonfler l'embarcation, avec le plancher pliable, à la pression prévue. L'entrepreneur doit appliquer une charge statique de 159 kg (350 lb) à six (6) endroits en mesurant à l'aide d'une cellule de charge électronique étalonnée. Tout signe de décollement, de déformation ou de défaillance mécanique constituera un échec à l'essai.

6.6 Élingue de levage en 4 points et boulons à œillette de levage : Les points de levage doivent pouvoir résister au double du poids total du canot en condition légère (canot, moteur, équipement auxiliaire et une (1) personne). Il y a deux (2) points de levage sur le tableau, à l'intérieur, un (1) à l'avant à bâbord sur l'ensemble de tubes et un (1) à l'avant à tribord sur l'ensemble de tubes. La capacité d'élingage doit être mise à l'essai conformément aux exigences de certification en service de l'équipement de levage embarqué de l'ITFC C-28-020-001/TB-001.

6.7 Dossiers d'essai : L'entrepreneur doit fournir tous les documents et les résultats d'essai de chaque canot essayé, incluant à tout le moins :

- a. le numéro de série de l'embarcation;
- b. les résultats de chaque essai;
- c. le nom et la signature de la personne qui a supervisé les essais de l'entrepreneur;
- d. le nom et la signature du responsable de l'inspection ou du responsable technique;
- e. la date à laquelle le test/l'essai a été effectué.

PIÈCES DE RECHANGE DU MDN, EMBARCATION D'ASSAUT DE 5,3 M (CANOT PNEUMATIQUE DE DÉBARQUEMENT)

Après avoir obtenu l'approbation de préproduction, l'entrepreneur doit au minimum mettre à l'essai tous les canots conformément au point 6.1, Essai de gonflage des boudins. Le Canada procédera régulièrement à un essai complet de la manière décrite dans cet EBT sur des canots sélectionnés de façon aléatoire au cours du processus de production.

Un exemplaire des résultats de chaque essai doit être fourni à l'autorité contractante, au responsable de l'inspection et au responsable technique.

6.8 Essai des pagaies : L'entrepreneur doit fournir une équipe qui s'occupera de déballer, d'assembler, de gonfler et d'utiliser le canot pneumatique, en plus de pagayer.

- a) L'équipe doit retirer le canot pneumatique, ainsi que l'équipement connexe ou auxiliaire de sa caisse.
- b) L'équipe doit gonfler automatiquement le canot de préproduction dans le délai prescrit aux présentes.
- c) L'équipe doit prendre le canot pneumatique et parcourir 25 mètres jusqu'au rivage. On vérifiera la répartition du poids en fonction de la position des poignées.
- d) L'équipe placera ensuite le canot dans l'eau et prendra place à bord.
- e) L'équipe pagaiera de manière constante et à l'unisson sur une distance de 400 mètres. On procédera à un contrôle de fonctionnalité et de durabilité de la lisse de genou sur demande du responsable technique.
- f) Sur le parcours de retour, l'équipe pagaiera pour ensuite virer sur 360 degrés à bâbord et sur 360 degrés à tribord. On vérifiera la facilité de virage sur demande du responsable technique.
- g) L'équipe retournera au lieu de débarquement en pagayant afin d'installer le moteur hors-bord.

6.9 Essai de propulsion du moteur en mer : L'essai en mer doit se dérouler sur des eaux superficielles [état 2 (deux) ou moins d'après l'Organisation météorologique mondiale ou sur la mer de Beaufort].

- a) L'entrepreneur doit procéder à un essai en mer sur des canots de préproduction munis d'un moteur de gouvernail de 50 hp à deux (2) ou à quatre (4) temps fourni par l'entrepreneur, incluant un réservoir de carburant et des conduites de carburant.
- b) L'essai doit se dérouler alors que le canot présente une charge minimale d'un opérateur, d'un brigadier, ainsi que tout l'équipement auxiliaire et le carburant. Le canot doit également faire l'objet d'un essai à la capacité de charge maximale, comme on le mentionne au paragraphe 3.1 de l'EBT.
- c) L'entrepreneur doit manœuvrer le canot en ligne droite sur une distance totale de 1 mille marin dans les conditions décrites aux paragraphes (a) et (b).
- d) Sur le chemin du retour et dans les deux conditions, l'entrepreneur doit effectuer dix (10) virages brusques à bâbord et 10 virages brusques à tribord afin

PIÈCES DE RECHANGE DU MDN, EMBARCATION D'ASSAUT DE 5,3 M (CANOT
PNEUMATIQUE DE DÉBARQUEMENT)

de vérifier la cavitation minimale, les tendances à la déviation sous les embruns, l'entrée d'eau, ainsi que le rendement dans les virages de la manière déterminée par le responsable technique.

e) Une procédure d'arrêt en marche avant à vitesse maximale et en cas d'urgence doit être utilisée dans les deux conditions pour s'assurer que le débit d'eau passant par-dessus le tableau ne dépasse pas 5 litres.

f) Le canot devra rester stable tout au long de l'essai pour être approuvé par le responsable technique.

g) L'entrepreneur doit réaliser quinze (15) manœuvres de plageage à basse vitesse à la capacité de chargement maximale avec un fond de plus en plus raboteux (gravier/roches/gravats) afin de prouver de manière objective la résistance et l'intégrité des bandes d'usure. Les bandes d'usure ne doivent pas se délaminer, se détériorer ou s'user jusqu'au matériau gonflable.

h) Alors que le canot est fixe dans l'eau, l'équipe doit ensuite dégonfler et regonfler dans l'ordre chacune des chambres à air du tube principal pour s'assurer qu'on respecte les exigences énoncées au paragraphe 3.2.2.

i) En condition de charge minimale, l'entrepreneur doit verser 75 litres (20 gallons) d'eau dans le canot et tenter d'évacuer celle-ci en majeure partie en utilisant le système de vidange du tableau alors qu'il est en mouvement. Le canot doit se vider au moyen du système de vidange du tableau au rythme d'au moins 5 gal. (18,9 litres) par minute. Sur le chemin du retour, au plus 5 litres d'eau peuvent demeurer à bord du canot.

j) L'équipe doit ensuite débarquer et enlever tout l'équipement auxiliaire et l'équipement connexe.

k) L'équipe doit ensuite enlever tout résidu d'eau au moyen du bouchon de vidange du tableau en prenant soin d'incliner celui-ci dans un angle de 30 degrés.

l) Celle-ci doit ensuite dégonfler, plier et emballer la trousse au grand complet dans les caisses prévues à cet effet de manière à y placer tous les composants sans que rien ne dépasse des caisses.

m) L'équipe doit ensuite transporter le sac et le replacer à bord du camion. Les poignées et l'ensemble de la caisse seront soumis à un essai de durabilité pour s'assurer qu'elles ne présentent pas de déchirures, de délaminage, d'effilochures, de séparation au niveau des fils ou de coutures arrachées.

Si les essais se déroulent dans l'eau salée, le canot pneumatique, l'équipement auxiliaire et l'équipement connexe doivent être rincés à l'eau douce et séchés.

Il incombe à l'entrepreneur de fournir l'opérateur et tout le matériel d'essai. Les essais décrits dans cet EBT peuvent réussir ou échouer. L'entrepreneur préparera les documents d'essai de la manière décrite dans l'EBT pour ensuite soumettre le tout à l'approbation du responsable technique 30 jours avant l'essai de préproduction.

6.10 Recommandations relatives aux moteurs hors-bord : L'entrepreneur doit fournir une liste des moteurs hors-bord recommandés et présentant un tangage approprié afin

PIÈCES DE RECHANGE DU MDN, EMBARCATION D'ASSAUT DE 5,3 M (CANOT
PNEUMATIQUE DE DÉBARQUEMENT)

que les capacités minimale et maximale de ce canot pneumatique ne dépassent pas un état de mer supérieur à 3.

7.0 Inventaire et liste de vérification de l'équipement : Les stocks seront vérifiés et une liste sera établie et certifiée par le responsable de l'inspection ou le responsable technique au moment de l'essai de préproduction. Tout l'équipement auxiliaire et tout l'équipement connexe énoncés dans cet EBT seront livrés avec chaque bateau.

21-10-2016